Revue Française de Civilisation Britannique
French Journal of British Studies

XXIII-2 | 2018

Moving Toward Brexit: the UK 2017 General Election

Introduction : Les élections législatives britanniques de juin 2017

Introduction : the General Election of June 2017

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/rfcb/2079>

DOI: 10.4000/rfcb.2079

ISSN: 2429-4373

Publisher

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Electronic reference

« Introduction : Les élections législatives britanniques de juin 2017 », *Revue Française de Civilisation Britannique* [Online], XXIII-2 | 2018, Online since 14 September 2018, connection on 21 April 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/2079> ; DOI : 10.4000/rfcb.2079

This text was automatically generated on 21 April 2019.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Introduction : Les élections législatives britanniques de juin 2017

Introduction : the General Election of June 2017

- 1 Après le référendum de juin 2016 et la démission de David Cameron, le Parti conservateur et son nouveau leader, Theresa May, peinent à imposer leur volonté de sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne de la manière forte. Le gouvernement s'étant dit prêt à renoncer aux avantages du marché unique européen plutôt que d'accepter la libre circulation des travailleurs européens sur le sol britannique, Theresa May doit au préalable constituer une majorité parlementaire forte pour aborder les négociations de sortie de l'Union européenne devant s'ouvrir le 19 juin. En effet, le Parti conservateur ne détient alors que 330 sièges sur 650. En annonçant la tenue d'un nouveau scrutin le 8 juin 2017, le Premier Ministre britannique signale non seulement sa volonté de sortir renforcée par cette élection afin de mener à bien les négociations de sortie de l'UE mais aussi son souhait de rester jusqu'au terme de son mandat. En cas de victoire des Conservateurs, celui-ci se retrouvait repoussé à 2022, soit en plein cœur de la procédure du Brexit. Forte de sa popularité initiale, Theresa May a ainsi voulu éviter les élections législatives initialement prévues pour 2020, soit au début de la procédure, dans ce qui serait un contexte économique sans doute plus difficile. Une majorité au Parlement britannique lui aurait en outre permis d'affaiblir le gouvernement nationaliste écossais de Nicola Sturgeon dont le projet d'organiser un second référendum sur l'indépendance de l'Ecosse compte tenu des résultats du Brexit pourrait ainsi être repoussé à la suite de la procédure de sortie de l'UE.
- 2 Mais si les sondages d'opinion annoncent initialement ce nouveau scrutin comme une formalité pour les Conservateurs, la dynamique s'inverse au cours de la campagne et l'écart entre les deux principaux partis politiques britanniques s'amenuise de jour en jour. Tandis que Theresa May chute dans les sondages après sa décision impopulaire d'imposer les successions afin de financer la dépendance des personnes âgées, le leader du Parti travailliste britannique, Jérémy Corbyn, voit sa cote de popularité grimper au cours d'une campagne menée contre les politiques d'austérité imposées par les

Conservateurs depuis 2010 et leurs conséquences déléatoires sur les services publics, les services de santé et la sécurité. Les attentats de Manchester et de Londres mettent du reste en cause les compétences de Theresa May en sa qualité de Ministre de l'intérieur de 2010 à 2016 et l'incendie de la tour Grenfell à Londres, quelques jours après le scrutin, conforte la nouvelle légitimité du leader travailliste dans sa lutte contre les politiques d'austérité conservatrices.

- 3 Les résultats décevants du Parti conservateur et les négociations entamées avec le DUP d'Irlande du Nord afin de former un gouvernement de coalition laissent présager de profondes divisions politiques au Royaume-Uni tant le processus de paix semble fragilisé en Irlande du Nord et la position britannique affaiblie dans ses négociations avec l'Union Européenne. Afin de mieux aborder les enjeux de ces élections, ce recueil cherche à mettre en exergue l'impact du Brexit sur la campagne électorale de juin 2017 au Royaume-Uni et s'articule autour de plusieurs pistes de réflexion. Il s'agira principalement d'analyser les divisions au sein du Royaume-Uni, entre les diverses nations qui le composent, mais aussi au sein des partis politiques eux-mêmes, puis d'évaluer l'impact du Brexit pendant la campagne et les enjeux de cette élection anticipée à la lumière de ses résultats.
- 4 Dans la première partie consacrée à l'échelle britannique, Dennis Kavanagh, professeur émérite à l'Université de Liverpool, dresse tout d'abord un tableau des élections. Il constate qu'à l'instar des deux élections précédentes, les élections législatives de 2017 furent également caractérisées par une forte instabilité politique mais que les divisions électorales qui les marquèrent, notamment en termes d'âge, d'éducation et de valeurs, furent similaires à celles qui débouchèrent en juin 2016 au processus du Brexit. Il s'interroge dès lors sur l'impact du Brexit sur les résultats de ces élections et souligne le double échec de Theresa May, qui ne parvient ni à augmenter sa majorité afin d'assurer la stabilité de son gouvernement dans le cadre des délicates négociations entreprises avec l'Europe des 27 pour une sortie de l'Union Européenne, ni à faire valider la position de son gouvernement sur le Brexit. La décision du Premier Ministre de déclencher une élection anticipée et de mener campagne sur un message unique focalisé à la fois sur sa personnalité et sur sa « vision du Brexit » aura largement échoué en laissant la part belle à son adversaire principal, Jeremy Corbyn. La campagne des travaillistes se concentre en effet sur les politiques sociales, évinçant efficacement la question épineuse du Brexit en arguant que le but du parti est d'œuvrer pour un Brexit qui protégera à la fois les emplois et les richesses. L'auteur souligne néanmoins que le retour au bipartisme signalé par les résultats des élections législatives de juin 2017 ne repose que sur de faibles identités partisans et davantage sur des coalitions d'intérêts instables qui laissent présager une plus grande instabilité politique et de nouveaux défis pour chacun des deux grands partis politiques britanniques.
- 5 Dans son article intitulé « The 2017 Labour General Election Campaign: ushering in a 'new politics'? », Emma Bell s'intéresse plus particulièrement à la campagne menée par le Parti travailliste. Elle considère que, à bien des égards, la campagne électorale de 2017 a marqué un retour vers l'ancien modèle politique au Royaume-Uni par la réaffirmation du système bipartite et le taux de participation le plus élevé en 25 ans. Comme dans les élections précédentes, le Parti conservateur a mené une campagne de dénigrement contre ses adversaires politiques et il s'est engagé à instaurer des politiques traditionnellement conservatrices tels le retour des *grammar schools* ou la légalisation des sports de sang. Or, la campagne a également été marquée par une nouvelle façon de faire

de la politique, incarnée par le style et les politiques de Jeremy Corbyn, leader du Parti travailliste. Cette « nouvelle politique » a été marquée par une campagne électorale positive qui a mobilisé la participation populaire, attirant de nouveaux électeurs. Son article se penche sur le rôle joué par la nouvelle politique dans la campagne électorale avant d'analyser l'avenir d'une telle politique sous les Travaillistes dans l'opposition et éventuellement au pouvoir. L'auteur se demande si le citoyen ordinaire peut réellement influencer la politique du parti et si les membres individuels pourraient passer outre le haut fonctionnement du parti et sa dépendance à l'État afin de s'emparer d'une nouvelle politique démocratisée.

- 6 L'article d'Emma Bell est complété par une interview d'Alan Gibbons, membre de la branche de Liverpool Walton du Parti travailliste, menée par Stéphanie Bory et Fiona Simpkins. Alan Gibbons est auteur de romans pour adultes et enfants et démarre une étude de l'histoire de la gauche à Liverpool. Il a publié plus de 70 ouvrages et décide, en 2015, de rejoindre le Parti travailliste, inspiré par l'élection d'un nouveau leader. Il s'implique dans la campagne de 2017.
- 7 Michel Savaric, enfin, se penche sur la situation nord-irlandaise, particulièrement compliquée en 2017. Dans son article « Northern Ireland: is the peace process really under threat? », il rappelle tout d'abord les difficultés rencontrées par le gouvernement depuis 2016. En effet, en décembre 2016, l'Irlande du Nord est secouée par un étrange scandale concernant un programme, adopté par le gouvernement de Stormont, d'incitations financières pour passer aux énergies renouvelables en matière de chauffage, les entreprises et les propriétaires de locaux commerciaux étant en réalité payés pour les chauffer. Le coût total de cette affaire, sur les vingt prochaines années, est estimé à 500 millions de livres sterling. La polémique s'intensifiant, le *Sinn Féin* demande à la Première ministre issue du *DUP*, Arlene Foster, de se retirer du pouvoir le temps d'une enquête. Son refus conduit à la démission du vice-Premier ministre Martin McGuinness en janvier 2017 et de nouvelles élections sont organisées le 2 mars, soit dix mois à peine depuis les précédentes. Alors que l'on pouvait s'attendre à un faible taux de participation, c'est le contraire qui se produit : non seulement la participation est élevée mais, pour la toute première fois, les partis nationalistes (*Sinn Féin* et le *SDLP*) obtiennent la majorité sur les unionistes (le *DUP* et le *UUP*) même si le *DUP* possède toujours un siège de plus que le *Sinn Féin*. Ce scrutin s'inscrivant dans la foulée du référendum sur le Brexit où la majorité des électeurs nord-irlandais se sont prononcés en faveur du maintien au sein de l'Union européenne alors que le *DUP* avait fait campagne pour sortir, il semblait bien que le parti unioniste extrémiste était en train de perdre de son influence sur la politique locale. Puis Theresa May décide, à la surprise générale, de provoquer des législatives anticipées pour le 8 juin. Une fois de plus, le *Sinn Féin* et le *DUP* améliorent leur score. Mais le *DUP* regagne l'influence perdue en devenant un élément central de la vie politique britannique lorsqu'il négocie un accord avec la Première ministre britannique. Le point de vue dominant dans les médias britanniques et internationaux est alors que cet accord met en danger le processus de paix. Michel Savaric se demande donc si, comme l'affirment de nombreux commentateurs politiques, l'IRA risque de reprendre la « lutte armée » si le *Sinn Féin* n'obtient pas ce qu'il demande. La question serait plutôt de savoir si l'IRA est toujours en capacité de reprendre les armes. L'auteur affirme également qu'un sentiment accru d'insécurité parmi la communauté loyaliste représente tout autant une menace pour la stabilité de la région.

- 8 La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'Écosse et au pays de Galles, deux nations aux situations très contrastées dans la mesure où, contre toute attente, le pays de Galles, pourtant largement bénéficiaire de fonds européens, s'est prononcé, comme l'Angleterre, en faveur du Brexit, alors que l'Écosse a largement voté en faveur du maintien au sein de l'Union européenne. Fiona Simpkins, tout d'abord, dresse un bilan des élections en Écosse et se demande, dans « The 2017 General Election in Scotland: a return to multi-party politics? », dans quelle mesure la scène politique locale n'est pas à nouveau caractérisée par le multipartisme. L'auteur rappelle tout d'abord combien l'Ecosse fut marquée jusqu'au début des années 2000 par l'hégémonie du parti travailliste et caractérisée par un système à parti dominant. Elle analyse les raisons structurelles et politiques qui ont contribué à l'affaiblissement du vote travailliste en Écosse et à l'essor des nationalistes depuis l'introduction de la dévolution en 1999, soulignant tout particulièrement l'impact de la campagne référendaire de 2014 qui opposa un mouvement nationaliste écossais dynamique aux trois grands partis unionistes britanniques. En effet, le référendum sur l'indépendance de l'Écosse de 2014 bouleversa le paysage politique écossais, désormais profondément divisé par une fracture entre unionistes et nationalistes. Après une brève période marquée par le multipartisme à la suite de l'introduction de la dévolution, l'Écosse devint à nouveau un système à parti dominant lorsque le SNP remporta une majorité des sièges à Westminster en 2015 et conserva sa majorité au Parlement d'Edimbourg l'année suivante. L'auteur remarque cependant que les résultats des élections législatives de 2017 ont affaibli le parti nationaliste écossais et signalé à la fois la résurgence des travaillistes et des conservateurs. Elle s'interroge dès lors sur le double impact du Brexit et de la question constitutionnelle et souligne la place centrale qu'occupa la proposition de second référendum sur l'indépendance des nationalistes écossais tout au long de la campagne. Elle suggère enfin que, contrairement à ce que semblait indiquer la majorité de votes 'Remain' en Écosse à l'occasion du référendum de juin 2016, la question du Brexit divise paradoxalement le mouvement nationaliste écossais et renforce l'unionisme dont le parti conservateur se fait désormais la voix, mené par la très charismatique Ruth Davidson.
- 9 Puis Edwige Camp-Piétrain, dans « Les Conservateurs écossais et les élections de 2017 à la Chambre des Communes : succès éphémère ou détoxification durable ? », s'intéresse à la position particulièrement favorable des Conservateurs écossais après le scrutin de juin 2017. En effet, lors des élections à la Chambre des Communes du 8 juin 2017, les Conservateurs écossais, qui ne détenaient qu'un siège depuis 2001, en emportent 13 grâce à un doublement de leur part de voix. Cette victoire est attribuée à leur leader, Ruth Davidson. Si celle-ci n'a pas ménagé ses efforts, elle a également bénéficié du travail entrepris par son prédécesseur, tout en tirant avantage du contexte, caractérisé par une résurgence des enjeux constitutionnels écossais dans la perspective du Brexit. Doté d'un nouveau leader charismatique, les Conservateurs ont su démontrer leur utilité dans la vie politique écossaise et tirer avantage des débats constitutionnels engendrés par les gouvernements SNP, en se positionnant clairement en faveur de l'Union européenne, mais contre l'indépendance de l'Écosse. L'auteur montre qu'ils ont su centrer leur campagne sur les enjeux écossais et se différencier de la politique menée à Londres, notamment en matière de politiques sociales. Edwige Camp-Piétrain termine néanmoins son article en relativisant le succès remporté par les Conservateurs écossais : Ruth Davidson doit désormais relever un nouveau défi, démontrer que ses députés sont capables de défendre les intérêts écossais. Or la question du Brexit est source de divisions,

notamment le rapatriement des prérogatives européennes, occasion d'une recentralisation qu'ils ne peuvent accepter. Quant à Davidson, elle devra choisir entre une carrière écossaise et britannique.

- 10 Les deux articles suivants étudient la situation galloise. Stéphanie Bory, dans « The 2017 General Election: Welsh Labour's success story », rappelle que les élections législatives britanniques permettent d'étudier la vie politique ainsi que les rapports de force entre les différents partis dans les quatre nations constitutives du Royaume-Uni. La scène politique galloise est dominée par le Parti travailliste depuis des décennies et les élections anticipées de juin 2017 ont confirmé cette position privilégiée. Les Travaillistes gallois obtiennent en effet de très bons résultats au pays de Galles, meilleurs que dans le reste du Royaume-Uni, en grande partie grâce à Carwyn Jones, *First Minister* et chef du parti, qui joue un rôle central dans la campagne. Celui-ci a en effet adopté une stratégie ambivalente, étant particulièrement visible au cours des discussions sur le Brexit tout en refusant de faire de cette question le seul sujet de la campagne. L'auteur analyse tout d'abord les excellents résultats obtenus par les Travaillistes gallois, alors que les sondages, pendant toute la première moitié de la campagne, leur étaient particulièrement défavorables, annonçant une victoire écrasante, et historique au pays de Galles, des Conservateurs. Elle considère qu'un tel renversement s'explique en grande partie par le rôle prépondérant joué par Carwyn Jones, beaucoup moins visible lors de la campagne de 2015. Celle de 2017 oppose en fait le *First Minister* gallois à Theresa May, en perte de popularité. En outre, si la Premier ministre britannique choisit de faire du Brexit le thème majeur de la campagne, Carwyn Jones élargit les débats. Stéphanie Bory conclue que le Welsh Labour semble être devenu la principale force politique au pays de Galles, le véritable « Party of Wales », titre pourtant revendiqué par *Plaid Cymru*, le parti nationaliste.
- 11 Carys Lewis, quant à elle, dans « 'A fo Ben bid bont': New directions for Plaid Cymru? The Ceredigion result in the UK General Election of June 8, 2017 », s'intéresse justement à *Plaid Cymru*, qui obtient, lors de ces élections, des résultats mitigés, mais remporte un franc succès dans la circonscription du Ceredigion, avec l'élection du plus jeune député. Il aura en effet fallu recompter les bulletins à deux fois pour enfin départager les candidats et déclarer la victoire de Ben Lake, candidat de *Plaid Cymru*, dans la circonscription du Ceredigion lors de l'élection législative britannique de 2017. L'article cherche à déterminer si la victoire de Lake constitue un nouveau départ pour le Parti du pays de Galles (« *The Party of Wales* ») dans une circonscription qui a voté pour le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne à 54.63%. Comté rural avant tout, le Ceredigion recèle néanmoins quelques paradoxes : une population jeune d'étudiants cohabite côte à côte avec bon nombre de retraités venus chercher le repos et le silence dans une des régions les moins peuplées du royaume. Un tourisme familial contribue autant à l'économie locale que les paysans taiseux de l'arrière-pays. L'emploi reflète les polarités entre ouvriers non-qualifiés du secteur marchand et les enseignants-chercheurs des deux universités implantées dans le comté. Le Ceredigion est également une région où la langue galloise tient encore le haut du pavé, alors que ses jeunes s'exilent inexorablement, faute d'emplois, remplacés par des gens pour qui la langue n'a pas autant d'attraits. L'auteur examine l'importance du résultat dans le Ceredigion en se focalisant sur le vote des jeunes et en étudiant de quelle façon ce vote pourrait conduire *Plaid Cymru* à changer sa politique envers une éventuelle indépendance galloise, politique qui n'a pas attiré jusqu'ici l'adhésion de ses électeurs traditionnels issus des

communautés rurales galloises. Elle présente ensuite le projet '*Arfor*', une vision nouvelle pour l'ouest du pays de Galles où développement économique et sauvegarde de la langue galloise avancent main dans la main. Elle se demande si ce projet va réussir à protéger le Ceredigion des pires effets du Brexit et permettre à ce comté rural de "mettre un terme à l'hémorragie lente et silencieuse qui vide de son sang chaque ville et chaque village d'un bout à l'autre de son territoire", souhait exprimé de tous ses vœux par Ben Lake, le jeune député fraîchement élu, dans son premier discours devant ses pairs à Westminster.

- 12 **Ce numéro de la Revue française de civilisation britannique a été préparé pour la mise en ligne avec le logiciel LODEL par Shirley Doulière, John Mullen et Arnaud Page.**